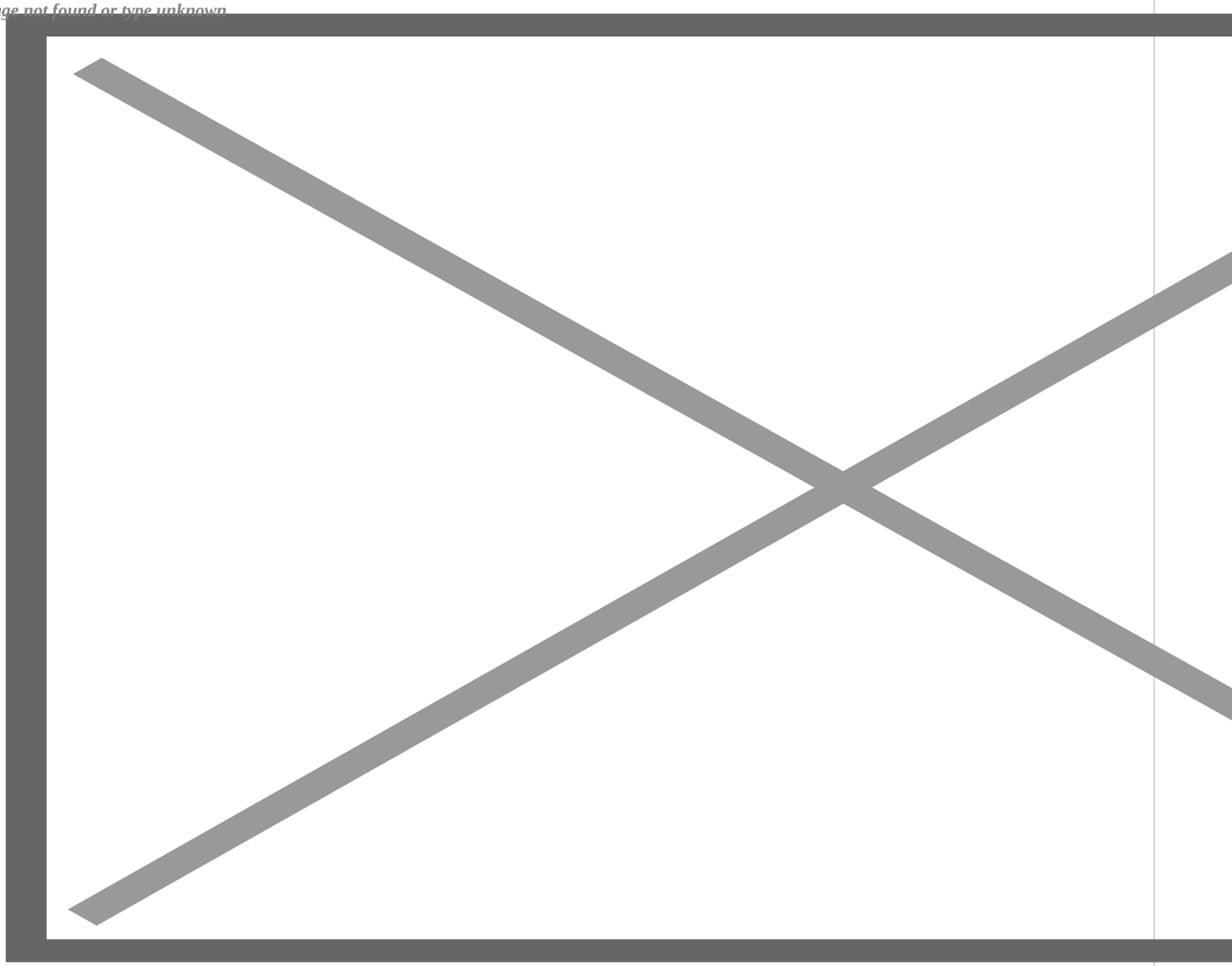
Le président de l'Équateur appelle à un référendum

Image not found or type unknown



La Havane, 30 nov. (RHC)- Le président équatorien Guillermo Lasso a signé ce mardi le décret exécutif appelant à un référendum sur des questions telles que la sécurité et la représentation politique, un référendum qui suscite la controverse dans le pays.

Plus tôt dans la journée, la Cour constitutionnelle avait rejeté trois questions que l'exécutif avait l'intention d'inclure dans le formulaire sur la sécurité et l'emploi, mais la Cour a jugé qu'elles devaient être traitées comme des projets de loi à l'Assemblée nationale.

En réponse à ce revers apparent, l'administration a rapidement décidé de convoquer le référendum avec les huit questions qui avaient déjà été approuvées plusieurs semaines auparavant par le tribunal.

Les Équatoriens pourront se prononcer sur huit questions qui apporteront plus de sécurité, une meilleure représentation et permettront de prendre soin de l'environnement, a déclaré M. Lasso sur Twitter.

Les questions soumises au vote sont liées au rôle du Conseil de la participation citoyenne et du contrôle social, à l'extradition d'Équatoriens, à l'autonomie du bureau du procureur général, à la réduction du nombre de législateurs, aux changements dans les mouvements politiques, au système de protection des eaux et aux services environnementaux.

Le Conseil national électoral a maintenant 15 jours pour convoquer le référendum et le mettre en œuvre dans les 60 jours.

Ce délai expirerait aux alentours du 13 janvier 2023, mais les élections de section étant prévues pour le 5 février, l'autorité électorale pourrait faire valoir la nécessité d'unifier les deux processus et de réduire ainsi les coûts.

Le référendum a suscité une controverse au sein de la société équatorienne, car certains le considèrent comme inutile et inefficace pour résoudre les problèmes nationaux.

Le banc législatif de l'alliance Union pour l'espoir a rejeté la procédure comme un écran de fumée utilisé par le gouvernement en quête d'oxygène après un an et demi d'incompétence à tous les niveaux.

Pour l'avocat Mauro Andino, il y a des questions " crochetantes " comme celles liées à la réduction des membres de l'assemblée et des organisations politiques qui, dans un contexte de crise économique, cherchent à séduire l'opinion publique, et qui en pratique feraient la différence.

Source : Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/306537-le-president-de-lequateur-appelle-a-un-referendum

Radio Habana Cuba